

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 34 (1954)
Heft: 6

Anhang: [Notre supplément mensuel]
Autor: Chambre de commerce suisse en France

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

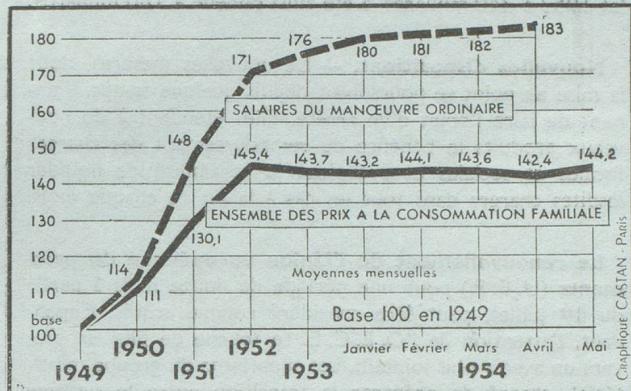
Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

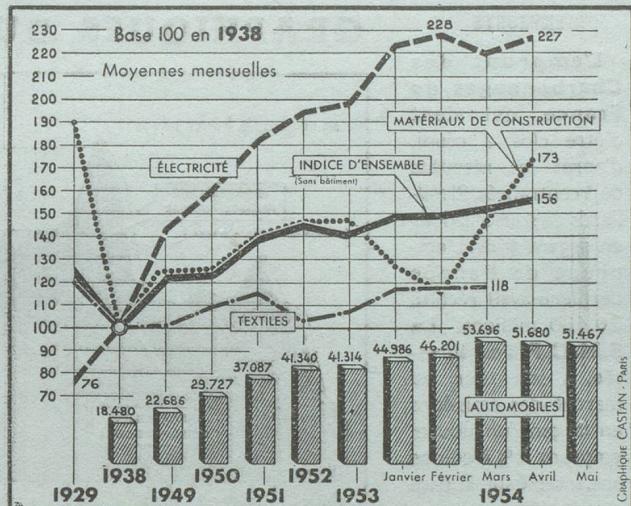
LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Les indices ne manquent pas qui attestent l'amélioration de l'économie française. En voici quelques-uns :

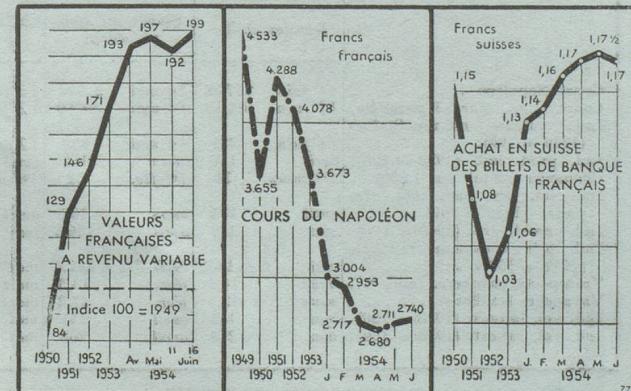
Arrêt de l'inflation : Alors que depuis un an et demi, les prix sont remarquablement stables, les salaires n'ont pas cessé pour autant de suivre une courbe légèrement ascendante, si bien que le pouvoir d'achat des salariés s'est quelque peu amélioré.



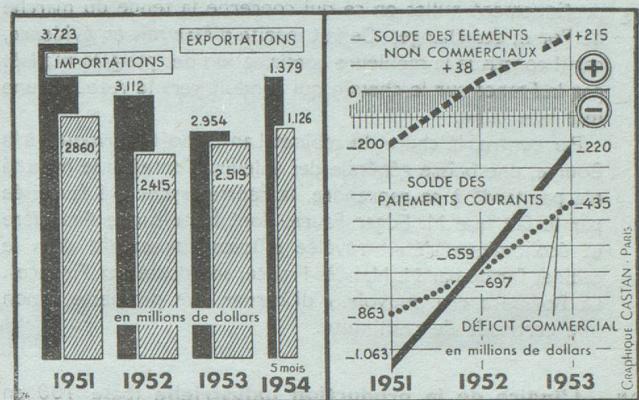
Production industrielle : L'amélioration enregistrée en janvier s'est encore affirmée en mars et avril. L'industrie automobile et la construction de logements, sont, en particulier, très actives. (Voir également page suivante, rubrique « France ».)



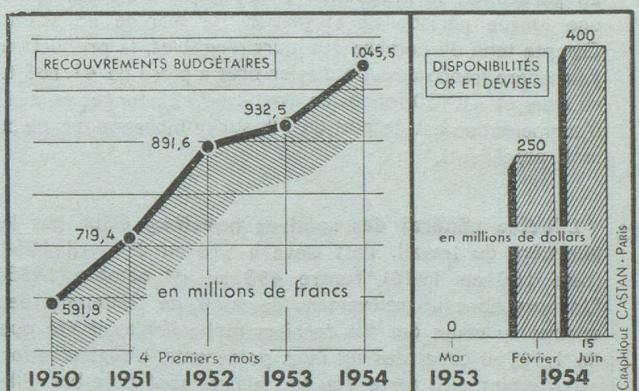
Confiance dans le franc : La fermeté de la bourse, la baisse de l'or et la hausse du franc sont des indices irréfutables d'une reprise de confiance dans la monnaie.



Commerce extérieur et finances publiques : Depuis un an et demi, on constate un renversement de la tendance des échanges extérieurs du fait d'abord des restrictions d'importation puis des détaxes à l'exportation. Il en résulte une

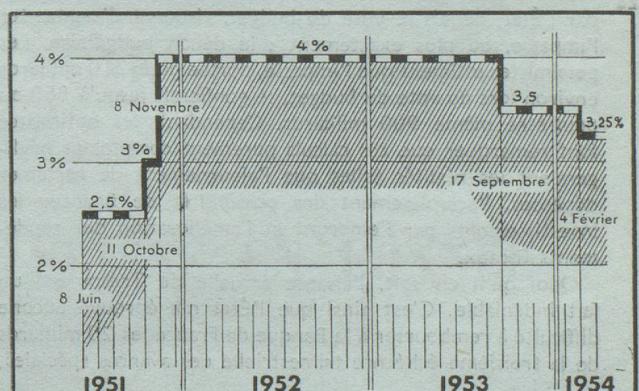


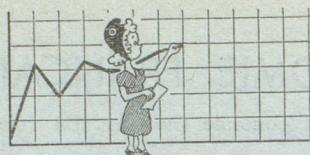
diminution du déficit commercial et surtout du solde négatif des paiements courants, ainsi qu'une augmentation des disponibilités en or et en devises. Quant au trésor, il n'a jamais été aussi à l'aise et les encaissements des premiers mois de l'année accusent une nette amélioration par rapport aux années précédentes.



Taux de l'escompte de la Banque de France :

L'arrêt de l'inflation a permis d'adopter une politique de crédit moins restrictive. Le taux de l'escompte a été ramené de 4% à 3 1/4% en l'espace de six mois.





LA VIE ÉCONOMIQUE

FRANCE

LE FAIT Les répercussions de la crise ministérielle ont été pratiquement nulles en ce qui concerne la tenue du marché de l'or et des changes. Ce fait mérite d'être mis en évidence, car il constitue la meilleure confirmation des progrès réalisés par la France sur le chemin qui conduit vers le retour à une monnaie saine.

Par contre, la chute du cabinet Laniel avait provoqué, à la Bourse, une baisse générale des valeurs. Toutefois le marché n'a pas tardé à se reprendre, la reprise ayant été favorisée par le fait que M. Edgar Faure, dont la politique financière et économique s'était révélée efficace, conservait, dans le cabinet formé par M. Mendès-France, son poste aux Finances. La Bourse a cru pouvoir y discerner une promesse, sinon une certitude de continuité.

PRODUCTION INDUSTRIELLE L'indice de la production industrielle (base 100 en 1938) a atteint, en avril, le chiffre record de 156, contre 152 au mois de mars dernier et 145 au mois d'avril 1953. La production a marqué donc un progrès de 7% sur l'indice correspondant de l'année passée.

Les renseignements dont on dispose concernant l'activité industrielle du mois de mai font état de progrès nouveaux. En particulier, la production sidérurgique a repris, après une longue période de stagnation, sa marche en avant. Compte tenu du nombre des jours ouvrables, la production journalière franco-sarraise d'acier brut a passé de 41.185 t. en mars et 41.400 tonnes en avril à 44.125 tonnes en mai. L'augmentation est de plus de 7% sur la moyenne des deux mois précédents.

SALAIRES L'indice général des salaires horaires, établi par le Ministère du travail, s'est élevé à 516 au 1^{er} avril 1954 (base 100 en 1946), contre 493 au 1^{er} octobre 1953. On note donc un relèvement de 4,7% de l'ensemble des salaires au cours des six derniers mois; il n'avait été que de 1,4% au cours des six mois précédents. L'augmentation est d'autant plus forte que les salaires sont plus bas. Elle est due en premier lieu au fait que le taux minimum des salaires horaires payés dans la région parisienne a été élevé, en février dernier, de 100 à 115 francs.

FINANCES PUBLIQUES Le déficit budgétaire. — Les dégrèvements d'impôts survenus ainsi que les charges financières nouvelles assumées par l'État, depuis le vote du budget, risquent d'augmenter l'impasse, ou plus exactement : le déficit budgétaire. Les pessimistes estiment que l'impasse, portée pour 710 milliards environ lors du vote du budget, se gonflerait jusqu'à 850 ou peut-être même 900 milliards. Cependant, les optimistes font remarquer que ces calculs purement comptables négligeraient les réalités telles que l'ajournement de certaines dépenses, l'accroissement des possibilités de financer les investissements par l'emprunt et l'amélioration des rendements fiscaux.

Quoi qu'il en soit, l'aisance actuelle du Trésor est un fait indéniable. C'est ainsi que l'État n'a éprouvé aucune difficulté à rembourser à la Banque de France les 20 milliards de la troisième échéance trimestrielle des avances spéciales.

Le plafond de ces avances, fixé par la convention du 11 juillet 1953 à 240 milliards, a été ainsi ramené à 180 milliards.

Nouvelles dispositions. — De nouvelles mesures, dont la mise au point se poursuivait depuis quelque temps, viennent de faire l'objet d'un arrêté. Elles étendent à de nouveaux produits le bénéfice du remboursement des charges fiscales et sociales et prévoient la possibilité de liquider lesdites charges dans tous les cas à la fin de chaque mois.

AIDE A L'EXPORTATION

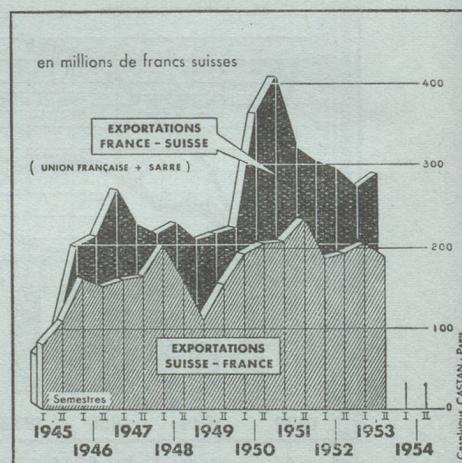
Le renouvellement de l'Union européenne de paiements (U. E. P.) pour une période de douze mois à partir du 1^{er} juillet, peut être considéré comme acquis. Cependant, l'attention de l'O. E. C. E. se tourne de plus en plus vers un avenir plus lointain. Les suppléants du groupe ministériel, chargé de préparer la transition entre le système actuel de paiements européens et la convertibilité, se sont réunis à Paris. Le groupe ministériel lui-même se réunira à Londres, vers le 15 juillet, sous la présidence du Chancelier de l'Échiquier, M. Butler.

U. E. P.

EMPRUNTS

L'emprunt des Charbonnages de France, qui vient d'être clos, a réuni, d'après les résultats déjà centralisés, 21 milliards de souscriptions en argent frais. L'emprunt de l'année dernière avait récolté 20.400 millions. La S.N.C.F. s'est adressée, à son tour, au marché des émissions en lançant un nouvel emprunt 6% à quinze ans, indexé sur la base du tarif voyageurs 3^e classe.

GRAPHIQUES DU COM

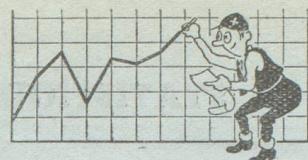


COURS ET INDICES FRANÇAIS

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours Napoléon	11 juin 2.740	14 mai 2.720	12 juin 3.850
Cours fr. s. marché parallèle.	11 juin 84,50	14 mai 85,50	12 juin 95,75
Ind. valeurs métropolitaines (1949 = 100).	11 juin 221	14 mai 227	12 juin 168
Ind. prod. ind. (1938 = 100).	avril 156	mars 152	avril 145
Chômeurs (total en 1.000).	1er mars 74	1er fév. 72	1er mars 75,5
Ind. sal. hor. ouv. mét. rég. paris. (1949 = 100)	avril 183	mars 182	avril 174
Ind. prix de gros (1949 = 100).	mai 139	avril 136,8	mai 139,3
Ind. prix consomm. familiale (1949 = 100).	mai 144,2	avril 142,4	mai 145,5
Transports commerce. (mio. t.).	mars 14,3	févr. 13,3	mars 14,4
Voyageurs (millions).	mars 42,9	févr. 37,2	mars 46,2
Ind. vol. import. (1938 = 100).	mai 142	avril 145	mai 115
Ind. vol. export. (1938 = 100).	mai 203	avril 206	mai 179

Notre rubrique « FRANCE » était rédigée jusqu'au mois dernier par M. Philippe Aymard, docteur en droit et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris de la « Nouvelle Gazette de Zurich » a bien voulu accepter de préparer désormais chaque mois cette page, tandis que M. Émile Duperrex, vice-président de leur précédent conseil, continuera à assurer la responsabilité de la rédaction.

EN QUELQUES LIGNES



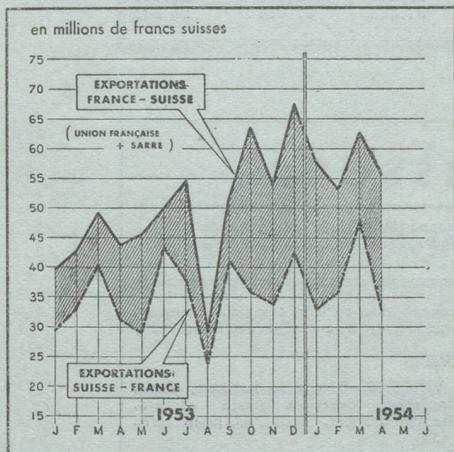
SUISSE

LE FAIT DU MOIS **La Suisse et l'U.E.P.** — Le Conseil fédéral a publié un message à l'assemblée fédérale concernant le renouvellement de la participation de la Suisse à l'U.E.P. Ce message relève entre autres que de 1950 à 1953, l'augmentation des exportations suisses à destination des zones monétaires affiliées à l'Union a été de 49%. Les secteurs les plus favorisés ont été les denrées alimentaires et le bétail, les chaussures et tous autres ouvrages en cuir ainsi que l'horlogerie. L'affiliation de la Suisse à l'U.E.P. a aussi fortement favorisé le tourisme puisque l'augmentation de 1950 à 1953 des nuitées d'hôtes provenant des pays de l'O.E.C.E. a été de 62% alors que celle concernant les autres pays n'a été que de 17%. Le quota de la Suisse étant utilisé à fin avril 1954 à raison de 78,5% (y compris la rallonge) il n'y a pas lieu pour la Suisse d'accroître ses risques financiers.

Pour le mois de mai, le solde de la Suisse à l'U.E.P. s'est élevé à 20 millions de francs à l'actif.

PRIX Augmentation des loyers. — Par un arrêté du 1^{er} juin le Conseil fédéral a accordé une autorisation générale de relever les loyers de 5% sur le montant du loyer licite au 31 décembre 1953. Cette augmentation pourra être appliquée au plus tôt le 1^{er} octobre 1954. Les loyers ne pourront être augmentés que si la chose louée se trouve en bon état ou si le bailleur la remet en état au préalable. L'autorisation n'est pas applicable aux logements construits depuis 1942, à l'aide de subventions des pouvoirs publics, ni aux nouvelles constructions postérieures à 1946, ni aux chambres meublées.

MERCÉ FRANCO-SUISSE



COURS ET INDICES SUISSES

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours pièce or 20 fr. s.	15 juin 31,75	15 mai 32	15 juin 38
Cours billet 100 fr. fr.	15 juin 1,17	15 mai 1,17	15 juin 1,03
Ind. gén. actions	mai 356,7	avril 355,3	mai 316,3
Coeff. d'activité industrielle (100 = satisfaisant).	1 ^{er} trim. 53 125	3 rd trim. 53	1 ^{er} trim. 53 120
Chômeurs total.	avril 2.504	mars 3.499	avril 2.512
Ind. prix de gros (1939 = 100).	mai 214,3	avril 214,5	mai 214,0
Cout de la vie (1939 = 100).	mai 170,1	avril 169,6	mai 169,5
Ind. salaires hor. réels (1949 = 100).	1 ^{er} trim. 54 115,6	3 rd trim. 53	1 ^{er} trim. 53 155,0
Marchandises transportées C. F. F. (mio. de t.).	avril 1,6	mars 1,7	avril 1,5
Voyageurs (millions)	avril 17,8	mars 18,2	avril 17,6
Ind. import. (1938 = 100).	mai 181	avril 170	mai 150
Ind. export. (1938 = 100)	mai 184	avril 187	mai 173

Politiques de l'Université de Paris. Trop absorbé par ses occupations professionnelles, M. Aymard a dû renoncer à sa contribution. M. S. Wolff, correspondant sur la Banque populaire suisse à Genève, continuera à nous envoyer les nouvelles de Suisse. Nous remercions très sincèrement ces trois personnalités de leur collaboration.

Session des Chambres fédérales. — Les Chambres TRAVAUX fédérales ont commencé leur session le 8 juin et se sont PARLEMENTAIRES occupées de nombreux sujets à l'ordre du jour parmi les- quels nous citerons dans le domaine économique et financier : les comptes d'Etat et des C. F. F. pour 1953, les crédits supplémentaires pour 1954, le renouvellement de la participation de la Suisse à l'U.E.P., le budget de la Régie des alcools, le régime financier pour 1955/58, les accords de double imposition avec la France et l'Autriche, l'accord avec la France concernant l'électrification des chemins de fer, etc.

Suppression de l'Icha sur l'or. — Par une ordonnance du 8 mai, le Département fédéral des finances et des douanes a supprimé la perception de l'impôt sur le chiffre d'affaires sur les transactions en or monnayé et en lingots d'un titre supérieur à 899/000. Cette mesure était réclamée depuis longtemps par les milieux bancaires. L'or industriel reste soumis à l'Icha.

Marché des capitaux. — Pour la première fois depuis FINANCES fort longtemps, un emprunt obligataire lancé sur le marché suisse n'a pas été complètement souscrit. En effet, un emprunt de 40 millions sur lequel 16,75 millions étaient offerts au public, au taux de 2 1/4% et au prix d'émission de 101,85% (y compris le timbre fédéral) n'a été couvert qu'à raison de 44%.

Viennent d'être également lancés sur le marché suisse un emprunt de 40 millions des Forces motrices de Zervreila (Grisons) à 2 1/4% au prix de 101% et un emprunt de 25 millions de la West Rand Investment Trust Ltd. Johannesburg à 4 1/2% au prix d'émission de 100% net.

Limitation du budget militaire. — Un journaliste connu par ses émissions radiophoniques a lancé à Lausanne une INITIATIVES POPULAIRES initiative constitutionnelle pour la limitation du budget militaire.

En un texte d'ailleurs très imprécis, il propose que le budget ordinaire de la Confédération au chapitre des dépenses militaires soit l'objet pour l'année 1955 ou, au plus tard 1956, d'une réduction massive de l'ordre de 50%. Cette initiative n'est pas officiellement appuyée par des partis politiques.

Protection des sites. — Une initiative populaire pour la protection des sites depuis la chute du Rhin jusqu'à Rheinau munie de 59.988 signatures valables avait été déposée à la Chancellerie fédérale en février 1954 dans le but de s'opposer à la construction de l'usine électrique de Rheinau dont la concession a d'ailleurs déjà été accordée par le Conseil fédéral.

Dans un message du 4 mai le Conseil fédéral conclut à la recevabilité de l'initiative, mais il préconise son rejet sans opposer de contre-projet.

Certificat de capacité dans les métiers de cor- donniers, coiffeurs, selliers et charrons. L'aide aux Suisses de l'étranger. — Le 20 juin, le peuple suisse a VOTATION FÉDÉRALE rejetté par 379.770 non, contre 187.523 oui, l'arrêté fédéral instituant le régime du certificat de capacité dans les métiers de cordonniers, coiffeurs, selliers et charrons. Il a également rejeté par 308.806 non contre 242.845 oui le projet d'aide aux Suisses de l'étranger.

STATISTIQUES FRANCO-SUISSES

Commerce extérieur français et suisse (d'après les statistiques douanières française et suisse)

	FRANCE (en milliers de francs français)			SUISSE (en milliers de francs suisses)		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
Moy. mens. 1953	121.516.713	117.254.909	— 4.261.804	422.557	430.384	+ 7.827
Janvier 1954	135.202.104	120.174.337	— 15.127.767	418.527	361.172	— 57.355
Février 1954	127.909.932	130.606.956	+ 2.697.024	385.143	390.478	+ 5.335
Mars 1954	128.385.912	122.528.845	— 5.857.067	494.169	461.845	— 32.324
Avril 1954	137.074.490	127.373.149	— 9.701.341	438.576	410.039	— 28.537
Mai 1954	133.769.100	125.518.765	— 8.250.335	475.376	419.018	— 56.358

Commerce franco-suisse (d'après les statistiques douanières suisses)

	FRANCE MÉTROPOLITaine (en milliers de fr. s.)			UNION FRANÇAISE (en milliers de fr. s.)			TOTAL (en milliers de fr. s.)		
	Exportations de Suisse	Importations en Suisse	Balance commerciale française	Exportations de Suisse	Importations en Suisse	Balance commerciale française	Exportations de Suisse	Importations en Suisse	Balance commerciale française
Moy. mens. 1953	30.960	47.102	+ 16.142	4.140	2.160	— 1.980	35.100	49.261	+ 14.161
Janvier 1954	29.068	55.358	+ 26.290	3.806	2.253	— 1.553	32.874	57.611	+ 24.737
Février 1954	32.728	51.576	+ 18.848	3.193	1.399	— 1.794	35.921	52.975	+ 17.054
Mars 1954	43.238	60.530	+ 17.292	4.229	2.019	— 2.210	47.467	62.549	+ 15.082
Avril 1954	28.124	52.771	+ 24.647	4.786	2.577	— 2.209	32.910	55.348	+ 22.438
Mai 1954	27.324	55.583	+ 28.259	4.199	2.242	— 1.957	31.523	57.825	+ 26.302

Petites annonces classées

N.-B. — Sauf indications contraires, les réponses aux petites annonces doivent être adressées, sous enveloppe affranchie à 15 fr. fr. pour la France et à 30 fr. fr. pour la Suisse, à la Chambre de commerce suisse en France, 16, avenue de l'Opéra, Paris, qui les fera parvenir aux intéressés. Ne pas oublier de rappeler les numéros qui suivent chaque annonce.

AFFAIRES IMMOBILIÈRES

A louer usine mécan. Paris-12^e, 1.500 m², 1.100 couv., 30 kW, hall 800 m², galerie, bureaux. Écrire, 29 av. Daumesnil, St-Mandé (Seine). (430)

DEMANDE D'EMPLOI

Chef correspondant, expérience commerce internat., organis. de vente, capable assumer tâches administ. variées, cherche situation en France ou Suisse, dans commerce ou industrie. Baccalauréats + études supérieures en Allemagne (Abitur),

connaissance parfaite : anglais, allemand, français. Age 28 ans, célib. nat. franç. (431)

DIVERS

A. VINCENT, 5, rue St-Augustin, Paris. Broderies, Créations haute couture. Blouses brodées. Broderies pour Saris. (432)

LEYSIN 1.250-1.500 m.
SUISSE

AIR SOLEIL
REPOS

Traitements de la tuberculose sous toutes ses formes

La plus grande station médicale de Suisse française jouissant de conditions climatiques les plus favorables

80 cliniques et sanatoriums - 3.000 lits

Plusieurs établissements reconnus par la Sécurité Sociale Française

40 médecins spécialisés

Renseignements : Syndicat d'initiative, LEYSIN
Téléph. : 025/6 22 37